

polémiques

+ RÉGIONS



L'ENTRETIEN
L'écrivaine Samar Yazbek témoigne de la révolution en Syrie. P. 13

ZOOM
Le froid qui s'est abattu sur toute l'Europe a déjà fait 300 morts. P.14 & 15

l'humeur

STÉPHANE DETAILLE

PITIÉ POUR LES TRAINS



© SYLVAIN PIRAUX

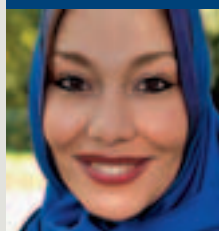
Il est fascinant de constater à quel point les retards ferroviaires focalisent une part essentielle de la grogne ordinaire chez le citoyen lambda. C'est un sujet majeur de mécontentement et, à ce titre, il suscite toute une littérature elle-même abreuvée de statistiques et d'études comparatives commandées par des opérateurs soucieux d'opposer leur bonne volonté à la morgue des navetteurs – le navetteur est presque aussi mauvais coucheur que le riverain, espèce psychologiquement très proche dans la nomenclature sociologique. Le 1^{er} février dernier, dans ces colonnes, on apprenait ainsi que la ponctualité des trains affrétés par la SNCB s'était améliorée de 1,3 % en 2011 : 87 % des trains arrivèrent, l'an dernier, avec moins de six minutes de retard. Infrabel a battu sa coulpe en s'imputant 383.807 minutes de retard en 2011, la SNCB en prenant 845.533 à son compte. Plus de 1,2 million de minutes de retard ? On a dû bien ricaner, entre potes, en tapant le carton sur la tablette des voitures de 2^e classe. Pourtant, l'automobile fait bien pire encore – mais elle jouit, elle, d'une mansuétude que rien ne semble pouvoir esquinter. Une étude menée par une spin-off de la KUL estima un jour à 9,2 millions d'heures – plus d'un millénaire ! – le temps collectivement perdu en un an dans les files qui se forment sur les autoroutes belges. La même étude avait calculé qu'en semaine, le trafic était immobilisé en moyenne 4 h 42 par jour à Strombeek-Bever, sur le ring de Bruxelles. On renoncera d'emblée à compter les coups de gueule qui parviennent, sous des formes diverses et outrées, jusqu'à cette rédaction pour dénoncer les retards ferroviaires. Sur les baignoires en carafe dans les bouchons ? Jamais un mot. Que dalle. Conclusion : le navetteur serait vindicatif, l'automobiliste résolument fataliste.

Comment lutter contre l'excision ?

Journée internationale de lutte contre les mutilations génitales féminines, ce lundi 6 février. L'occasion de rappeler que l'excision (ablation du clitoris) et l'infibulation (rétrécissement de l'orifice vaginal par ablation et accolement des lèvres) sont aussi des réalités, chez nous. Quelque 2.000 fillettes « à risque d'excision » vivent en Belgique.

Malika Hamidi

Doctorante à l'École des hautes études en sciences sociales (Ehess), à Paris, directrice générale de l'European Muslim Network (EMN), à Bruxelles.



© PIERRE-YVES THIENPONT

« Il faut impliquer les leaders religieux dans ce combat »

Une étude du ministère de la Santé a montré, en juin 2010, que plus de 6.260 femmes excisées et 1.975 fillettes à risque d'excision vivaient en Belgique...

Avec les flux migratoires, l'excision est malheureusement devenue une réalité européenne qui menace, chaque année, des milliers de jeunes filles. Environ 500.000 femmes excisées vivent en Europe, et chaque année, près de 180.000 femmes subissent cette pratique, notamment sur le sol belge.

L'opinion lie parfois – à tort – cette pratique à l'islam...

Les communautés musulmanes et leurs leaders religieux condamnent cet acte, au nom du Coran. Pourtant, dans certaines communautés musulmanes d'Afrique, l'excision continue de faire l'objet de débats passionnés entre partisans et adversaires de cette tradition. A l'instar de Muhammad Rashid Ridha qui avait condamné l'excision dès 1904, les savants musulmans sont aujourd'hui unanimes sur la nécessité d'abandonner cette pratique aux conséquences tragiques sur les plans médicaux, psychologiques et sociaux. L'université Al-Azhar du Caire, plus haute référence religieuse du monde musulman, a édicté une fatwa contre les mutilations génitales féminines, qualifiées de « crime contre l'espèce humaine ».

Comment lutter, sur le terrain ?

En Europe, les secteurs médicaux et sociaux ont pris le problème à bras-le-cors. La prévention et la prise en charge médico-sociale des femmes déjà excisées se sont améliorées, ces dernières années. Toutefois, l'élan ne sera véritablement efficace que si les acteurs religieux sont pleinement associés aux

actions visant à y mettre fin : l'implication constructive, critique et réelle des organisations musulmanes actives sur le terrain s'impose. D'autre part, la société civile et les gouvernements européens s'engagent sur le terrain, depuis quelques années, en apportant un soutien médico-psychologique aux victimes et en légiférant. Il est du devoir des gouvernements européens et des ONG d'impliquer les acteurs religieux, tant sur le plan politique qu'au niveau des actions à mener sur le terrain, et de sensibiliser, ensemble, les populations à risque avec des spécialistes en médecine pour expliquer les conséquences nuisibles de cette tradition. Nos imams peuvent jouer un rôle, auprès des parents : éduquer, sensibiliser et appuyer chaque argument par le texte sacré permet de faire reculer l'excision. En Afrique, le fonds des Nations unies pour l'Enfance (Unicef) a reconnu le travail des dignitaires religieux en collaboration avec les ONG. L'expérience africaine prouve que cette approche sanitaire et religieuse a un impact important sur la population, qui se sent en confiance face à la parole sacrée.

Mais il faut réprimer, aussi...

On ne « forcera » pas l'abandon de cette pratique par la répression uniquement. Il faut surtout éduquer les gens pour qu'ils parviennent à se détourner de cette tradition. Le temps est venu pour les communautés musulmanes, l'Europe et les ONG de prendre leurs responsabilités et d'agir ensemble afin d'éradiquer un acte aussi blessant que traumatisant sur le plan physique et psychologique. Il en va du bien-être de millions de femmes, de petites filles et de l'humanité... ■

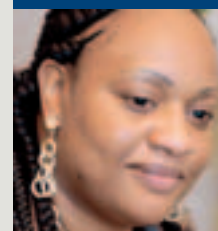
Propos recueillis par R. G.



© STEPHEN MORRISON/VEPA

Djenabou Koné

Victime de l'excision, présidente de l'ASBL Femmes Africaines, à Couillet.



© CORALIE CARDON

« Les médecins ne peuvent plus ignorer la loi »

Vous êtes une des 6.260 femmes excisées recensées en Belgique. Dans quelles conditions avez-vous été victime de cette tradition ?

C'était au Sénégal. J'avais 9 ans. Puis j'ai été mariée de force, à 13 ans. C'est avec un groupe d'étudiants en médecine, à l'université d'Abidjan, que j'ai commencé à mener des campagnes de sensibilisation dans les villages. C'était très difficile, vu la pression sociale et le poids de la tradition.

Le combat continue en Belgique...

J'ai constaté, dès mon arrivée au centre d'accueil de Pont-à-Celles, en octobre 2004, que rien n'était prévu pour offrir un soutien psychologique et médical adapté aux femmes excisées. D'où la fondation de l'association Femmes africaines, qui œuvre, depuis 2008, à la sensibilisation des populations à risque. Nous visons des femmes musulmanes, chrétiennes ou animistes, pour la plupart originaires d'une dizaine de pays d'Afrique, mais surtout de Guinée Conakry.

Avec davantage d'écoute en Belgique ?

Pas forcément. Paradoxalement, dans les communautés déracinées, les traditions s'exercent parfois plus radicalement en Belgique que dans le pays d'origine. La peur de ne pas respecter la tradition est plus prégnante.

Pratique-t-on l'excision en Belgique ?

Des rumeurs font état de la présence d'exciseuses à Anvers et Ostende, mais nous n'avons aucune certitude. La Justice belge, contrairement à ce qui se passe en France, n'a traité aucun dossier, alors que le code pénal réprime spécifiquement les mutilations génitales depuis 2001.

Des enquêtes, menées en 2003 et 2006, ont pourtant montré que des gynécologues ont pratiqué une douzaine de ré-infibulations, après accouchement...

Ces médecins savaient-ils qu'ils pratiquaient un acte illégal ? Les associations actives dans la lutte contre les mutilations génitales, comme Impact, le Gams et Femmes africaines (1), mènent campagne auprès des médecins, psychologues, assistants sociaux... Nous organisons ainsi une journée d'étude, le 25 février, à l'Université du Travail, à Charleroi. Impossible d'ignorer la loi.

Combien de victimes aidez-vous ?

Nous avons ouvert 215 dossiers depuis un an. Et il faut y ajouter au moins autant de cas qui requièrent l'anonymat. Je suis convaincue que la statistique des 6.260 femmes excisées est sous-évaluée.

Le député MR Richard Miller (lire page 12) propose que la Sécurité sociale rembourse les opérations de reconstruction du clitoris, comme c'est le cas en France depuis 2006...

En tant que victime, je ne suis pas du tout demandeuse. D'abord, ce n'est pas une opération « miracle ». Ensuite, j'ai peur de revivre le traumatisme : on va toucher, une deuxième fois, à mon intimité. Jamais je ne vais me risquer à conseiller cette intervention. Pour moi, c'est sur la prévention qu'il faut concentrer les moyens publics. ■ Propos recueillis par RICARDO GUTIÉRREZ

(1) Contacts : les sites internet www.gams.be, www.intact-association.org, www.strategiesconcerrees-mgf.be, et le numéro de Femmes africaines, 0487-37.74.28.

le buzz du monde

« Toutes les civilisations ne se valent pas »

Vous aimez les polémiques à la française, avec un mélange à parts égales de provocation et de mauvaise foi ? Vous aimez ces réactions aux réactions, un étalage verbeux qui donne à beaucoup envie de couper le son de la télé ? Alors voilà : Claude Guéant,

ministre de l'Intérieur de Nicolas Sarkozy, a sorti une nouvelle petite phrase. Après avoir estimé il y a peu que le nombre de fidèles musulmans posait « problème », puis que « les deux tiers de l'échec scolaire, c'est l'échec des enfants d'immigrés », le voilà qui, samedi, déclare devant des étudiants de droite que « toutes

les civilisations ne se valent pas ». M. Guéant avait poursuivi : « Les civilisations qui défendent la liberté, l'égalité et la fraternité nous paraissent supérieures à celles qui acceptent la tyrannie, la minorité des femmes, la haine sociale ou ethnique. » Haine sociale ou ethnique : et si vous regardiez dans votre assiette, M. Guéant ?

Mais au lieu de laisser cette petite phrase étriquée et moche sombrer dans la médiocrité de l'oubli, nos amis français ont sorti tambours et trompettes : une vraie campagne de pub ! Harlem Désir, n°2 du PS : « Provocation pitoyable d'un ministre réduit à rabatteur de voix du FN. » Ségolène Royal : « Propos obscuran-

tistes et dangereux : derrière le choc des civilisations, il y a la guerre. »

La palme va à Arno Klarsfeld, qui mélange tout : « Si la gauche veut faire campagne sur le fait que le nazisme hitlérien ou les talibans valent la civilisation française ou britannique, qu'ils le fassent. » Pitié !

VÉRONIQUE KIESEL



© PATRICK KOVARIK / AFP